



VISION  
2025

Our response  
fast-

# Rapport sur le Comité de pilotage pour l'Afrique de PCQVP 2021

---

## Introduction

Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) est le mouvement mondial en faveur d'une gouvernance ouverte, responsable, durable, équitable et réactive de l'industrie extractive. Nous sommes le seul mouvement mondial à œuvrer pour que les revenus générés par le pétrole, le gaz et l'exploitation minière servent à favoriser le développement. Avec plus de 1 000 organisations membres et 51 coalitions nationales, notre force réside dans notre capacité à coordonner l'action à l'échelle nationale et mondiale, en maximisant notre impact collectif afin que chacun.e bénéficie des ressources naturelles, pour aujourd'hui comme pour demain.

L'Afrique est un continent riche en ressources naturelles et abrite un important secteur extractif. Ce continent compte également 29 coalitions nationales PCQVP, qui s'emploient à promouvoir la transparence, ainsi que la durabilité dans leurs pays respectifs et à mettre en œuvre la stratégie mondiale quinquennale de PCQVP, Vision 2025. Il incombe au Comité de pilotage pour l'Afrique (CPA) de faire preuve d'un leadership stratégique et de diriger le mouvement en Afrique. Les membres du CPA sont élu.e.s à l'occasion de la Conférence Afrique de PCQVP en vue d'un mandat de trois ans.

Ce rapport résume la mission menée par les membres sortant.e.s du CPA, qui ont été élu.e.s lors de la conférence Afrique de PCQVP à Livingstone, en Zambie, en juillet 2017. Ce document présente une vue d'ensemble du CPA, des activités menées, ainsi que des défis que les membres doivent relever dans le cadre de leur rôle.

## 1. PRÉSENTATION du Comité de pilotage pour l'Afrique de PCQVP (CPA)

### 1.1 Rôle du CPA

Le rôle du Comité de pilotage pour l'Afrique vise à :

- Superviser la mise en œuvre du plan d'action en Afrique et de fournir une orientation stratégique si nécessaire.
- Veiller à ce que les coalitions nationales et les membres en Afrique respectent les principes et les normes de PCQVP.
- Superviser et valider la mise en place des coalitions nationales.
- Assurer la mise en œuvre de la politique de protection de PCQVP à l'échelle de l'Afrique.

### 1.2 Historique des membres actuel.le.s du CPA

En juillet 2017, les coalitions de PCQVP en Zambie et au Zimbabwe ont organisé conjointement la conférence Afrique à Livingstone, où les membres suivant.e.s ont été élu.e.s afin de siéger au CPA :

- Afrique de l'Ouest anglophone : **Erisa DANLADI** (PCQVP Nigeria)

- Afrique centrale : **Dupleix KUENZOB** (PCQVP Cameroun)
- Afrique de l'Ouest francophone : **Tiemoko Souleymane SANGARE** (PCQVP Mali)
- Afrique orientale et australe : **Mutuso DHLIWAYO** (PCQVP Zimbabwe)

**Faith NWADISHI** (PCQVP Nigeria), **Moses KULABA** (PCQVP Tanzanie) et **Brice MACKOSSO** (PCQVP Congo Brazzaville) siégeaient également au CPA de 2017, en tant que membres du Conseil d'administration international de l'ITIE, jusqu'au remplacement des représentant.e.s des coalitions PCQVP du Nigeria et de Tanzanie au Conseil d'administration de l'ITIE.

- En juin 2019, **Mtwalo MSONI** (PCQVP Zambie) a rejoint le CPA en tant que membre du Conseil d'administration de l'ITIE.
- Le CPA actuel est présidé par **Mutuso DHLIWAYO**, ainsi que **Tiemoko Souleymane SANGARE** (vice-président pendant les 18 premiers mois).

### 1.3 Priorités du mandat triennal du CPA (2017-2020)

Lors de la première réunion à Douala, au Cameroun, en janvier 2018, les membres du CPA ont identifié les priorités suivantes en vue de leur mandat :

**Stratégie et plaidoyer : le CPA jouera un rôle de premier plan dans la progression du programme de plaidoyer de PCQVP au niveau régional et international.**

- Objectif 2018 : l'ensemble des membres de PCQVP en Afrique sont au courant du processus de planification de la stratégie mondiale de PCQVP pour 2020-2025 et y contribuent, notamment sur les questions relatives à l'égalité des sexes et au secteur extractif.
- Objectif 2019 : l'ensemble des membres du CPA de PCQVP plaident activement en faveur de la révision des codes miniers, pétroliers et gaziers régionaux, à des fins d'alignement sur la Vision minière pour l'Afrique.

**Consolidation des membres et sensibilisation : le CPA veillera à la consolidation entre les coalitions de PCQVP en Afrique de l'Ouest et dans d'autres sous-régions.**

- Objectif 2018 : le CPA mènera une stratégie de réengagement auprès des coalitions de PCQVP en Afrique de l'Ouest anglophone et dans d'autres sous-régions.
- Objectif 2019 : le CPA poursuivra le réengagement en Afrique de l'Ouest anglophone et soutiendra les nouvelles coalitions potentielles afin qu'elles rejoignent le mouvement sur le continent.

**Gouvernance : le CPA soutiendra les coalitions de PCQVP en Afrique à respecter les principes opérationnels de PCQVP.**

- Objectif 2018 : le CPA participera pleinement aux préparatifs de l'Assemblée mondiale de 2019, notamment en soutenant la diffusion des principes opérationnels de PCQVP auprès des coalitions de PCQVP en Afrique.

- Objectif 2019 : le CPA fournira un soutien en personne aux coalitions de PCQVP pour les aider à se développer sur le plan institutionnel, en particulier lors des assemblées annuelles générales des membres.

## 2 Activités menées par le CPA

### 2.1. Assemblée en vue de l'élection et de la passation de pouvoirs du CPA à Livingstone, en Zambie, le 13 juillet 2017



Photo de groupe de la passation de pouvoirs du CPA

### 2.2. Réunion du CPA à Douala, au Cameroun

En janvier 2018, le CPA de PCQVP s'est réuni à Douala, au Cameroun, pour sa deuxième réunion à l'issue de l'élection des membres à Livingstone en juillet 2017. L'un des objectifs de la réunion consistait à **identifier les objectifs généraux du CPA en vue du mandat de trois ans des membres**, qui devront faire l'objet de rapports présentés à l'ensemble des membres à l'occasion de la prochaine conférence Afrique en 2020.

Parmi les objectifs que les membres ont convenu de privilégier figure le **travail de plaidoyer dans le cadre de la Vision minière pour l'Afrique (VMA)**. Le CPA a discuté des **opportunités et des approches stratégiques visant à influencer l'adoption de la VMA** au niveau national et continental. Il a été noté qu'actuellement, aucun grand mouvement ne demande la domestication de la VMA parmi l'ensemble des membres de PCQVP, bien qu'un travail soit en cours au niveau national (par exemple, dans la révision des codes nationaux miniers, pétroliers et gaziers). Le CPA a réfléchi à la valeur unique que ce comité est susceptible d'ajouter à l'objectif pour l'avancement de domestication de la VMA.



Conférence de presse du CPA à Douala, en janvier 2018

### 2.3. Réunion conjointe du CPA/Conseil mondial à Bruxelles

Pour leur troisième réunion en personne, les membres du CPA se sont réuni.e.s à Bruxelles, en Belgique, en novembre 2018. L'un des principaux objectifs de la réunion consistait à **mieux comprendre l'engagement stratégique dans la mise en œuvre de la VMA**. Le CPA a salué l'élaboration du cadre de gouvernance du secteur minier africain en 2017, et a souligné la contribution importante d'un nombre important de membres de PCQVP, ainsi que la progression de la vision en tant que telle. La VMA demande la transparence des revenus, des contrats et de la propriété réelle, la protection des droits de la personne des militant.e.s de l'industrie extractive, ainsi que la divulgation des impacts environnementaux et sociaux de l'extraction sur les communautés. Tous ces objectifs se reflètent dans la vision et la mission de PCQVP, et sont conformes aux objectifs de notre stratégie globale pour la période 2020-2025.

À l'approche du **10e anniversaire** de l'adoption de la VMA (2009-2019), le CPA de PCQVP a publié un communiqué pour faire écho à notre appel aux **gouvernements à participer dans la mise en œuvre effective de la vision**. À Bruxelles, nous avons participé à un **atelier d'une journée** sur la VMA, animé par le Dr Yao Graham, en préparation de la réalisation de notre objectif stratégique de 2019, qui

consiste à plaider en faveur d'une réforme de la gouvernance des ressources minières conforme à la VMA.



## **2.5. Réunion du CPA à Paris**

### **Nominations du Conseil d'administration de l'ITIE issu de la société civile**

En juin 2019, à la veille de la conférence internationale de l'ITIE à Paris, en France, les OSC africaines ont soumis une objection formelle à la nomination d'Oxfam (ou de ses employé.e.s) visant à occuper le siège de la société civile au Conseil d'administration de l'ITIE pour le continent africain, la sous-région anglophone et lusophone, comme annoncé sur le site Web de la sélection des OSC réalisée par l'ITIE.

Selon les signataires de la lettre, l'objection n'est pas fondée sur des griefs personnels ou sur le ciblage d'une organisation, mais elle est formulée en vertu du principe d'équité en matière de représentation de l'Afrique, en remettant en question la capacité d'une organisation internationale non gouvernementale à représenter les besoins de l'Afrique. Il a été demandé au Consensus Building Institute (CBI) et au Groupe consultatif sur la société civile (GCSC), qui dirigent le processus de nomination, de tenir compte de leur objection sous cet angle et de traiter la question avec l'équité et l'urgence appropriées.

En raison de cette objection, la candidate d'Oxfam a dû se retirer, permettant à Mtwalo Msoni, coordinateur national de PCQVP Zambie, d'être nommé membre suppléant du Conseil d'administration de l'ITIE issu de la société civile, représentant l'Afrique anglophone/lusophone.

Les membres du CPA ont soulevé cette question lors de leur réunion à Paris. La Directrice Exécutive de PCQVP, Elisa PETER, a apporté des précisions supplémentaires sur le déroulement du processus de nomination par le CBI et le GCSC, qui ont impliqué des membres de PCQVP. Les candidat.e.s ont été nommé.e.s selon des critères clairs après soumission d'une candidature officielle.

À la suite de ce précédent, le CPA a décidé de constituer un comité pour examiner les questions soulevées par les membres à propos des nominations de la société civile au conseil d'administration de l'ITIE, afin d'améliorer les processus futurs.

### **Candidatures de nouvelles coalitions, dont le Gabon, le Kenya, le Soudan du Sud et la Guinée équatoriale**

- Les membres du CPA ont discuté du réengagement de PCQVP Gabon. La principale recommandation visait à s'assurer que le processus prenne en compte les problèmes antérieurs rencontrés par cette coalition. Les membres du CPA ont prévu d'organiser une réunion parallèle avec les délégué.e.s du Gabon lors de la réunion régionale francophone à Abidjan, en juillet.
- Il convient de noter le consensus sur la nécessité de discuter de la façon optimale d'aborder les questions relatives à l'espace civique pour les membres de PCQVP en Guinée équatoriale.
- La Plate-forme de la société civile kenyane sur le pétrole et le gaz (KCSPOG) a été créée en 2013 à la lumière de la première découverte de pétrole au Kenya. Les découvertes ultérieures ont créé de nouvelles opportunités et de nouveaux défis, d'où la nécessité pour les parties prenantes, en particulier les acteur.rice.s de la société civile, de consolider leurs efforts pour garantir un secteur pétrolier et gazier équitable et durable qui profite à la population du Kenya. Les membres du CPA ont donc approuvé la demande de la KCSPOG visant à rejoindre le réseau mondial en tant que PCQVP Kenya.
- En 2020, le CPA a approuvé la demande de la Civil Society Coalition on Natural Resources consistant à rejoindre le réseau en tant que PCQVP Soudan du Sud. Formée en 2018, cette coalition rassemble 43 OSC qui œuvrent afin que l'ensemble des citoyen.ne.s bénéficient équitablement des ressources naturelles du Soudan du Sud.

### 3. Activités de recherche et de plaidoyer menées par le CPA

#### 3.1. Recherche sur la VMA, publiée en février 2020

Au nom du CPA, PCQVP a chargé un consultant d'**entreprendre une synthèse et une vue d'ensemble du travail de recherche et de plaidoyer réalisé à ce jour par les coalitions nationales de PCQVP en Afrique pour faire avancer la mise en œuvre de la VMA, et identifier les principales demandes en matière de politique.** Les conclusions de la recherche et les recommandations ont pour objectif d'informer un programme collectif de plaidoyer panafricain pour susciter la progression des composants clés de la VMA, notamment en ce qui concerne les clauses de stabilité et les exonérations fiscales, la divulgation publique des contrats d'extraction et des propriétaires réels des projets d'extraction, la protection de l'espace civique et la possibilité pour les femmes de participer efficacement aux décisions de gouvernance des ressources naturelles.

#### 3.2. Participation à des forums internationaux

Les membres du CPA ont participé à divers forums internationaux pour amplifier les messages de plaidoyer de PCQVP, ainsi que les demandes en matière de politique. Les membres ont notamment participé à la conférence internationale de l'ITIE en juin 2019 à Paris, protestant contre la détérioration de l'espace civique en Guinée équatoriale.

- **Conférence de la société civile sur la VMA**

En octobre 2019, les membres du CPA ont participé à la conférence de la société civile sur la VMA à Johannesburg, en Afrique du Sud. La conférence a été organisée par un consortium d'organisations : Southern Africa Resource Watch (SARW), Third World Network Afrique, Tax Justice Network Afrique, Publiez Ce Que Vous Payez, Zimbabwe Environmental Law Association et Norwegian Church Aid. Elle faisait suite à celle organisée en Zambie en 2014 avec pour objectif de faire le point sur la mise en œuvre de la VMA, cinq ans après son élaboration. La conférence de la société civile sur la VMA de 2019 a évalué les progrès réalisés par les pays au cours de la dernière décennie en vue de la mise en œuvre de la VMA, en tant que cadre de développement convenu pour transformer la gestion des ressources minières. L'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre visait à consolider les efforts de la société civile pour préserver notre vision et contribuer à sa promotion, ainsi qu'à sa mise en œuvre complète par les gouvernements africains.

- **Le Forum africain de l'IGF sur l'exploitation minière**

En novembre 2019, le Forum intergouvernemental sur les mines, les minéraux, les métaux et le développement durable a organisé un rassemblement sur thème de l'exploitation minière à l'échelle du continent à Accra, au Ghana, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine et son Centre africain de développement des

minéraux, le Programme des Nations unies pour le développement, la Banque africaine de développement et son Centre africain des ressources naturelles, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et l'unité d'assistance CONNEX. Ce premier forum avait pour thème « La vision minière pour l'Afrique à 10 ans : rétrospective et perspectives d'avenir » (The Africa Mining Vision at 10: Looking Back, Moving Forward). L'objectif consistait à lancer une plate-forme régionale pour les pays africains, les organisations régionales et les institutions continentales en vue de discuter des questions d'importance stratégique pour le secteur minier africain, créant un espace pour générer des positions communes et explorer des actions politiques locales au profit des économies africaines riches en ressources minières. Cet événement a facilité l'apprentissage par les pairs et l'échange de connaissances entre les pays africains sur la gestion des ressources minérales pour le développement durable, en vue d'accroître l'efficacité et l'impact des réformes du secteur minier.

- **Visite de consultation de la société civile à la Commission de la CEDEAO**

En juillet 2019, avec le soutien d'Oxfam en Afrique de l'Ouest, Erisa DANLADI, membre du CPA, et Mariatou AMADOU, membre du Conseil mondial de PCQVP, ont participé à une réunion de consultation multipartite sur la participation des femmes à la gouvernance des ressources minières en Afrique de l'Ouest. Organisée à Abuja par la Commission de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la réunion a rassemblé 25 organisations de femmes de 13 pays de la CEDEAO et des membres du Forum géo-extractif des organisations de la société civile d'Afrique de l'Ouest, établi par la Commission de la CEDEAO.

La consultation visait à soutenir la création et l'autonomisation d'une plate-forme de groupes de femmes et de défenseur.e.s des droits des femmes afin de contribuer au programme d'élaboration des politiques du secteur extractif, et d'intégrer une perspective de genre aux normes et règles de l'industrie extractive dans la région. L'objectif consistait également à améliorer la collaboration entre les organisations de femmes ouest-africaines et les autres parties prenantes du secteur extractif, notamment la CEDEAO et les organisations régionales de la société civile. Cet engagement avec la CEDEAO a conduit à l'intégration des organisations de femmes dans le processus d'élaboration d'une charte sur l'intégration de la dimension de genre dans le secteur géo-extractif.

### **3.3. Participation au sein de l'espace civique**

#### **Niger**

La question de l'espace civique a occupé une place importante dans la mission du CPA au cours des trois dernières années, notamment au Niger et en Guinée équatoriale.

Au Niger, l'espace civique est classé comme « obstrué » par l'outil CIVICUS Monitor, indiquant la fermeture de l'espace civique par les autorités et la restriction des libertés, comme la répression par les forces de sécurité, la surveillance ou les menaces à l'encontre des journalistes.

Depuis octobre 2017, les militant.e.s de la société civile nigérienne protestent contre la loi de finances 2018, qui, selon ce groupe, contient des « mesures antisociales ». En mars 2018, lorsque des organisations de la société civile ont organisé une manifestation publique pour exiger le retrait et la révision de la loi de finances, les autorités ont sévèrement réprimé la mobilisation et arrêté au moins 27 militant.e.s, dont des dirigeant.e.s de la coalition nationale PCQVP.

Pour venir en aide aux membres de PCQVP, le CPA a mobilisé les coalitions de PCQVP du monde entier, tout en menant deux missions au Niger pour finalement obtenir la libération des militant.e.s, qui ont passé six mois en prison.

Malheureusement, après une relative accalmie en 2019, la situation s'est à nouveau détériorée en 2020. Les militant.e.s ont dénoncé un scandale de corruption, en plus de la crise liée à la COVID-19, qui ont entraîné une répression accrue et une restriction des droits civils au sein du pays. Plusieurs journalistes ont été arrêté.e.s et une tendance au harcèlement de la société civile est apparue. La plupart des militant.e.s ont été pris pour cible à la suite du scandale de corruption impliquant le ministère de la Défense.

En mars 2020, le CPA de PCQVP a émis une déclaration commune avec plusieurs autres organisations telles qu'Amnesty International, Human Rights Defenders, Tourmons La Page, etc. demandant aux autorités nigériennes de mettre fin au harcèlement des défenseur.e.s des droits de la personne, à la suite des arrestations impliquant trois membres de PCQVP et un membre du groupe multipartite de l'ITIE au Niger, accusé.e.s d'« organisation d'une manifestation interdite et de complicité de destruction de biens publics, d'incendie et d'homicide involontaire ».

#### **Guinée équatoriale**

En marge de la conférence internationale 2019 de l'ITIE à Paris, en France, des militant.e.s de la société civile ont organisé un rassemblement devant la salle plénière de l'OCDE pour protester contre la dégradation de l'espace civique aux Philippines et en Guinée équatoriale. Avec le slogan « Notre espace, nos droits », les membres de PCQVP, sous la direction du CPA, ont dénoncé la candidature de la Guinée équatoriale à l'ITIE, en raison des attaques et des intimidations répétées à

l'encontre de la société civile. Ces attaques ont particulièrement visé des membres de PCQVP comme Alfredo Okenve Ndoho.

Quelques mois plus tôt, en mars 2019, Alfredo a été arrêté à l'aéroport de Malabo et placé en résidence surveillée à son domicile. En sa qualité de militant des droits de la personne et de figure emblématique de la société civile équato-guinéenne, il devait recevoir le prix franco-allemand Human Rights and Rule of Law. Les autorités ont exigé l'annulation de ce prix, dont la validité n'est pas reconnue par le gouvernement.

En collaboration avec plusieurs autres organisations, PCQVP, par l'intermédiaire du CPA, a publié un communiqué demandant aux autorités équato-guinéennes de libérer immédiatement et sans condition Alfredo et de cesser tout acte d'intimidation à l'encontre des militant.e.s de la société civile.

En septembre 2019, Alfredo a été contraint de s'exiler en Europe, après avoir été victime d'une agression brutale de la part des forces de sécurité en 2018, et la dissolution de son organisation à l'été 2019.

Le CPA continue de demander au gouvernement de la Guinée équatoriale de cesser tout acte d'intimidation à l'encontre des militant.es dans le pays. Les membres ont en outre demandé à la Guinée équatoriale de respecter ses obligations internationales en matière de droits de la personne, en particulier les articles 19, 21 et 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui garantissent les droits à la liberté d'expression, à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, respectivement.

## **4. Gouvernance**

### **4.1. Mission au Gabon**

En septembre 2019, Dupleix KUENZOB a mené une mission du CPA à Libreville, au Gabon, accompagné du coordinateur régional de PCQVP Afrique centrale, Eric BISIL. La mission avait pour objectif de rencontrer les institutions internationales présentes au Gabon susceptibles de soutenir techniquement ou financièrement la coalition PCQVP Gabon, et de participer à son assemblée générale. Cet événement a été organisé après que le CPA a décidé, lors de sa réunion de 2017 à Douala, de réintégrer la coalition PCQVP Gabon. Par la suite, sous la supervision du CPA et du secrétariat de PCQVP, la coalition gabonaise a mis en place un nouveau bureau de coordination pour marquer son retour effectif au sein du mouvement.



Lancement du nouveau bureau de coordination de PCQVP Gabon

#### **4.2. Mission Libéria**

Depuis son élection, le CPA a identifié le réengagement auprès des coalitions nationales de PCQVP en Afrique de l'Ouest anglophone en tant que priorité en vue de son mandat 2017-2020. En novembre 2017, Erisa DANLADI a mené une mission au Libéria pour identifier les principaux facteurs qui nuisaient à la performance et à l'engagement efficace de PCQVP Libéria. Cette visite du CPA a permis de renforcer le réengagement auprès de la coalition PCQVP au Libéria.

#### **5. Coordination par le CPA de la conférence Afrique : révision de la Charte pour l'Afrique**

Le CPA joue un rôle clé dans la planification et l'organisation de la conférence Afrique de PCQVP. Les membres du comité dirigent l'événement, avec le soutien du secrétariat de PCQVP. Puisque l'organisation de la conférence nécessite un effort collectif de la part des différentes entités du réseau, le CPA a créé un groupe consultatif, au sein duquel les membres du CPA occupent trois sièges. Le rôle du groupe consiste à contribuer stratégiquement à la conférence, notamment en concevant l'ordre du jour, en contactant des intervenant.e.s potentiel.le.s, ainsi qu'en soutenant les initiatives de collecte de fonds.

La conférence Afrique devait avoir lieu du 6 au 8 juillet 2020 à Arusha, en Tanzanie, mais en raison de la pandémie de coronavirus, le CPA, en consultation avec les membres du groupe consultatif, a décidé de la reporter et de l'organiser virtuellement en mars 2021.

En septembre et novembre 2020, le CPA a donné la priorité à la révision de la Charte pour l'Afrique, une consultation spécifique sur la manière de procéder aux élections du CPA si la conférence Afrique devait être reportée pour une raison quelconque. Tous les membres de PCQVP en Afrique ont eu l'occasion de contribuer à cet aspect important de la gouvernance du mouvement. La consultation s'est concentrée sur trois points principaux : les élections du CPA, l'équilibre entre les sexes au sein du comité, ainsi que le rôle des membres du Conseil d'administration de l'ITIE issu.e.s de la société civile siégeant au CPA. Le projet révisé a été présenté à l'ensemble des membres lors d'un webinaire en novembre 2020, afin de prendre connaissance des résultats de la consultation et apporter des contributions supplémentaires. Dans la Charte pour l'Afrique révisée, il est prévu de procéder aux élections en ligne si elles ne peuvent pas avoir lieu en personne pour une raison quelconque, l'équilibre entre les sexes dans la représentation du CPA y est également institutionnalisé. Les membres du Conseil d'administration de l'ITIE issu.e.s de la société civile des coalitions de PCQVP en Afrique continuent d'être nommé.e.s d'office au CPA. Le projet final de la Charte pour l'Afrique doit être adopté à l'occasion de la conférence Afrique de 2021.

## **6. Principaux résultats et messages**

### **6.1. Libération des membres de PCQVP au Niger**

Le mandat du CPA entre 2017 et 2020 a été marqué par une détérioration considérable de l'espace civique dans certains pays africains, notamment au Niger. Par conséquent, une grande partie de son travail a consisté à se rapprocher des membres qui ont fait l'objet d'attaques, d'intimidations et d'arrestations dans leurs pays respectifs. Cet engagement a contribué de manière significative à la libération de militant.e.s de la société civile au Niger entre 2018 et 2020. Le CPA a organisé deux missions, toutes deux liées à la protection et à la libération de membres de la société civile. L'arrestation des militant.e.s au Niger a également permis au CPA de mobiliser les membres et les partenaires de PCQVP pour demander la libération des militant.e.s, renforçant ainsi le réseau de PCQVP dans le monde entier.

### **6.2. Réengagement de la coalition PCQVP au Libéria**

Depuis janvier 2020, la coalition nationale au Libéria a organisé une série de réunions à des fins de planification. Plusieurs réunions ont eu lieu, dont certaines ont rassemblé les dirigeant.e.s de PCQVP Libéria. Au cours de ces réunions, les membres de la coalition ont élaboré un plan d'action et un budget, validé la liste des membres, et examiné, puis adopté les directives électorales. En juillet 2020, 17 organisations membres ont tenu une assemblée générale extraordinaire, qui a conduit à l'adoption d'une constitution révisée et à l'élection d'un nouveau Conseil d'administration de PCQVP Libéria.

### **6.3. Réengagement de coalition PCQVP au Gabon**

L'assemblée générale de PCQVP Gabon qui s'est tenue en septembre 2019, avec le soutien du CPA, visait à renforcer les capacités des membres de PCQVP Gabon vis-à-vis de la norme de l'ITIE, la stratégie Vision 2025 de PCQVP et la gouvernance

de PCQVP, ainsi qu'à élire le nouveau bureau de coordination de PCQVP Gabon. Sous la modération de Dupleix KUENZOB, membre du CPA, l'assemblée d'une durée de deux jours s'est terminée par l'élection du nouveau conseil de coordination de PCQVP Gabon. Paul Aimé BAGAFU de l'*Observatoire Citoyen des Industries Extractives*, Ida Navratilova Oye OBAME de BrainForest et Adelaïde Makaga MBOUROU du *Réseau des Organisations de Lutte pour la Bonne Gouvernance* occuperont respectivement les postes de coordinateur national, coordinatrice adjointe et administratrice responsable du plaidoyer, des finances et de la mobilisation des ressources pour un mandat de trois ans.

#### **6.4. Publication de l'étude sur la VMA**

Au nom du Comité de pilotage Afrique, l'étude commandée par PCQVP sur le travail de recherche et de plaidoyer réalisé par les coalitions PCQVP en Afrique pour faire avancer la mise en œuvre de la VMA a été publiée en avril 2020. Le [rapport](#) présente le travail des coalitions de PCQVP en vue de la promotion de la mise en œuvre de la VMA en fonction de domaines thématiques, et propose des leçons et des recommandations clés.

#### **6.5. Conférence mondiale de l'ITIE 2019 : manifestations concernant l'espace civique**

Sous la direction du CPA, les membres de PCQVP ont dénoncé la candidature de la Guinée équatoriale à l'ITIE lors de manifestations de la société civile en marge de la conférence internationale de l'ITIE 2019, contre le rétrécissement de l'espace civique aux Philippines et en Guinée équatoriale. Cela a influencé en partie la décision du Conseil d'administration de l'ITIE de ne pas approuver la demande d'intégration au processus de l'ITIE de la part de la Guinée équatoriale.

### **7. Défis relevés par le CPA**

#### **7.1. Difficultés de certain.e.s membres du CPA pour participer aux réunions en ligne**

Dans le contexte de la COVID-19, les gouvernements ont adopté plusieurs mesures pour contenir la pandémie, notamment des restrictions de voyage. Par conséquent, il était impossible pour PCQVP d'organiser des réunions en personne. Afin de continuer à remplir sa mission, le CPA a adopté de nouvelles approches, notamment la tenue de réunions en ligne. Toutefois, ce changement a entraîné de nombreuses contraintes, notamment en ce qui concerne la participation de l'ensemble des membres. Certain.e.s membres du CPA ont éprouvé des difficultés à accéder à Internet ou à utiliser les plates-formes de réunion en ligne, ce qui a souvent eu un impact sur le processus décisionnel, notamment en termes de quorum ou d'obtention de contributions substantielles de la part des membres.

## 7.2. COVID-19 et report de la conférence Afrique

La conférence Afrique devait avoir lieu du 6 au 8 juillet 2020 à Arusha, en Tanzanie. Son report et l'organisation de l'événement en ligne mars 2021 a favorisé le renforcement du réseau PCQVP en Afrique.

## 8. Changements en matière d'environnement de gestion

### 8.1. Impacts de la COVID-19 sur le programme panafricain du CPA

Depuis mars 2020, nous avons assisté à des développements sans précédent et troublants alors que la communauté mondiale réagit aux menaces posées par la pandémie de coronavirus : pour notre santé, notre mode de vie et nos moyens de subsistance. En cette période de grande incertitude, nous sommes conscient.e.s que personne n'est épargné par cette crise sanitaire et humanitaire.

À l'instar d'autres organisations dans le monde, les membres de PCQVP ont dû revoir les plans de 2020 mis en place et prendre des décisions sur les changements à adopter pour continuer de remplir notre mission, qui consiste à rendre la gouvernance du pétrole, du gaz et des ressources minières ouverte, responsable, durable, équitable et adaptée à tous les peuples.

Compte tenu de l'étendue et de la gravité de la crise sanitaire, qui perturbe la vie de milliards de personnes, notamment sur le continent africain, et après consultation du groupe consultatif créé pour superviser la planification de l'événement, le CPA a pris la décision délicate de **reporter la conférence** pour des raisons indépendantes de notre volonté, pour la santé et la sécurité de l'ensemble des membres et partenaires de PCQVP.

### 8.2. Fin du mandat de Faith NWADISHI et Moses KULABA

Lors de sa réunion en juin 2019 à Paris, France, le CPA a reconnu la contribution remarquable de Moses KULABA et de Faith NWADISHI, après leur départ du Conseil d'administration de l'ITIE. Moses et Faith siégeaient d'office au CPA en raison de leur appartenance au Conseil d'administration de l'ITIE. Les membres du CPA les ont encouragé.e.s à continuer leur travail, ainsi qu'à soutenir le mouvement. Par ailleurs, Mtwalo MSONI a été accueilli au sein du CPA à la suite de sa nomination en tant que représentant de la société civile pour l'Afrique anglophone/lusophone au sein du Conseil d'administration de l'ITIE, en remplacement de Moses KULABA.

### Nouveau rôle pour Mtwalo MSONI

En 2020, Mtwalo MSONI a quitté son poste de coordinateur de PCQVP Zambie pour assumer un nouveau rôle chez ActionAid. Ce changement signifiait également qu'il ne pouvait siéger au CPA représentant le Conseil d'administration de l'ITIE, car cela

nécessite d'adhérer à PCQVP. Cependant, il reste un allié actif du mouvement PCQVP tout en siégeant au Conseil d'administration de l'ITIE.